



SOCIAL-ECO

JOURNÉE D'ACTION

## « Les problèmes d'emploi, de pauvreté, c'est maintenant, pas demain »

Ce jeudi est le point d'orgue des mobilisations lancées depuis mi-janvier à l'appel de la CGT, la FSU, Solidaires, l'Unef et d'organisations de jeunesse. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, défend ce « printemps social » des revendications.

L'heure du « printemps social ». C'est en ces termes que Philippe Martinez a présenté cette journée nationale interprofessionnelle de mobilisations et de grèves. Ce jeudi, des manifestations sont prévues partout dans le pays. « La réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse (...) imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail », affirment les organisateurs (CGT, FSU, Solidaires, Unef, Fidl, MNL, UNL) dans un communiqué commun.

### **Quel sens donnez-vous à cette journée de mobilisation sociale ?**

Philippe Martinez C'est la fin d'un premier cycle de mobilisations, ponctué de journées d'action comme dans la santé, l'éducation nationale ou l'énergie. Ce jeudi, nous affirmons, aux niveaux national et interprofessionnel, qu'il est impossible de mettre de côté les luttes actuelles pour l'emploi et l'amélioration des conditions de travail au nom d'une pseudo-unité nationale contre le Covid-19. Bruno Le Maire nous dit que ce n'est pas le moment

de faire un printemps social. Au contraire. On entend souvent que le pire est à venir, mais les licenciements, l'explosion de la pauvreté, la question des salaires, c'est maintenant, pas demain !

### **L'emploi est-il la mère des batailles ?**

Philippe Martinez C'est une porte d'entrée. La question de l'emploi touche à celle des salaires, des conditions de travail, mais aussi de la Sécurité sociale, donc des cotisations sociales. C'est le sens de la campagne « 10% », menée par la CGT des secteurs publics : 10% d'emploi en plus, 10% d'augmentation des salaires et 10% de réduction du temps de travail. D'ailleurs, quand on interroge le gouvernement sur la revalorisation des première et deuxième lignes, il ne sait pas quoi répondre. Sa seule décision, c'est l'augmentation du Smic de 0,99 % pour 2021.

### **Comment décririez-vous la situation économique et sociale ?**

Philippe Martinez On connaît les très nombreux plans de licenciement dans les grandes

entreprises, de Sanofi à Renault, ADP, Airbus... Mais il est compliqué de totaliser tous les emplois supprimés ailleurs. Les milliers de ruptures conventionnelles sont souvent des licenciements déguisés, sans oublier les 700 000 fins de CDD ou de contrats d'intérim en 2020.

### **Les mesures de restriction sanitaire prises dans d'autres pays ont provoqué des manifestations parfois violentes. Une telle colère pourrait-elle s'exprimer en France ?**

Philippe Martinez Remarquons d'abord que les « Gaulois réfractaires » sont très conscients du contexte sanitaire. La colère survient quand les gens constatent qu'on ne les entend pas. D'autant plus quand les décisions prises sont incompréhensibles. Pourquoi fermer les lieux de culture alors qu'on s'entasse dans des supermarchés ? Pourquoi ne pas aménager des halls d'exposition, titulariser les trop nombreux professeurs vacataires et embaucher des étudiants pour aider les universités à faire cours ? Pourquoi les géants du tourisme, Accor,

Club Med et autres, perçoivent-ils autant d'argent public quand pas un centime n'est alloué au tourisme social? Sur tous ces sujets, on fait face à un mur idéologique.

### **Quelles mesures prendre ?**

Philippe Martinez On annonce 30 milliards d'euros pour l'emploi dans le plan de relance. Mais ce sont d'abord les entreprises qui les toucheront. Et le chômage partiel ne leur coûte rien. Nous avons des propositions fortes et immédiates : le paiement du chômage partiel à 100 % pour les salariés, mais aussi la conditionnalité des aides aux entreprises. Réformons l'assurance-chômage en y intégrant tous les privés d'emploi et tous les jeunes qui sortent de leurs études sans travail. Nous avons aussi proposé que, à l'occasion du couvre-feu, soit testée la réduction du temps de travail. Permettre, plutôt que se masser dans les magasins, aux salariés de partir une heure plus tôt ou de disposer d'une demi-journée par semaine.

### **Comment jugez-vous la gestion des crises au sein même des entreprises ?**

Philippe Martinez D'abord, rappelons que l'accord sur le télétravail n'en est pas un. Il s'agit juste de préconisations adressées aux employeurs et contraignantes pour les salariés. Cette crise est gérée à coups d'annonces faites à la va-vite, du jour pour le lendemain. Derrière, c'est « débrouillez-vous ». Plus globalement, on ne peut pas se contenter d'une vision à la se-

maine ou à la quinzaine, avec des déclarations contradictoires entre ministres.

### **N'êtes-vous pas consulté ?**

Philippe Martinez. On a des réunions. On parle. Ils parlent. Et ils font ce qu'ils veulent.

### **Comme pour les masques l'an passé, la stratégie vaccinale française est un échec. Comment l'analysez-vous ?**

Philippe Martinez Les États-Unis ont leur vaccin, les Chinois, les Russes, les Allemands, les Anglais, les Indiens, les Cubains aussi... Sanofi est l'une des plus grandes entreprises pharmaceutiques au monde, et la France n'a pas de vaccin. Malgré tous les discours, l'État a accepté des successions de restructurations, tout en versant des centaines de millions d'euros en crédit d'impôt recherche, en Cice, en exonérations. On a sacrifié la recherche, notamment fondamentale.

### **Les brevets des vaccins contre le Covid devraient-ils être publics ?**

Philippe Martinez S'il s'agit d'une cause mondiale, il ne peut pas être question de propriété privée, d'autant plus que ces vaccins ont été développés à l'aide de fonds publics.

### **Des aides qui doivent être conditionnées...**

Philippe Martinez Il est impensable de continuer à donner de l'argent public à des patrons qui licencient. On met à mal l'avenir de l'industrie. Chez Sa-

nofi, PSA, Airbus, Renault, on vire les chercheurs, les ingénieurs. Comment va-t-on relocaliser la production ou en développer de nouvelles? À Grandpuits, Total dit préparer l'avenir... en licenciant. Idem à Chapelle-Darblay ou à Luxfer, où des activités indispensables sont liquidées. On marche à l'envers. Ça fait, par exemple, dix ans qu'on se bat pour une filière d'imagerie médicale autour de Thales. Rien ne bouge. Le gouvernement veut relancer l'industrie ferroviaire et les trains de nuit? On a tout pour : la SNCF, Alstom-Bombardier. Mais derrière les annonces, on ne voit rien venir.

### **Dans ce contexte, comment les syndicats peuvent-ils influencer ?**

Philippe Martinez Ce n'est pas facile. Le syndicalisme, c'est l'opposé du confinement et du couvre-feu. Notre démarche est d'aller vers les gens. Et puis, il y a les lois sur la « sécurité globale » ou sur le « séparatisme » qui remettent en cause nos libertés individuelles et collectives. Faudra-t-il dissoudre la CGT car une de nos militantes porte le voile? Plus ils parlent de démocratie, moins il y en a.

### **Les syndicats affichent pourtant un front uni sur des sujets aussi importants que les réformes de l'assurance-chômage ou des retraites...**

Philippe Martinez C'est une bonne chose. Même si on n'est pas d'accord sur tout, on est capables, comme pour l'assurance-chômage, de dégager des pistes qui nous ras-

semblent. Idem sur le projet  
Hercule et la casse d'EDF.  
Mais nous faisons face à des

postures dogmatiques. Ce gou-  
vernement n'a tiré aucune le-  
çon de l'année passée. ■

*par Ma-  
rion D'allard , Stéphane Guérard ,*

